

Lyon, le 12 avril 2010

Résultats du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » - avril 2010

Les résultats présentés sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » CRCI/CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 1^{er} au 7 avril 2010¹.

Le bilan du mois de mars en termes de chiffre d'affaires marque globalement une nouvelle amélioration par rapport aux mois précédents. Les capacités de production sont mieux utilisées et le recours aux heures supplémentaires progresse un peu. Une part plus importante des entreprises (30 %) disent percevoir des signes de reprise, ce qui est confirmé par l'amélioration des perspectives de chiffres d'affaires à trois mois et pour 2010. La tendance est plus incertaine pour les activités les plus tournées vers la consommation des ménages. L'amélioration globale reste toutefois très progressive et de nombreuses entreprises soulignent toujours que les signes de reprise restent souvent à confirmer. Les difficultés de trésorerie se tassent globalement un peu mais ce n'est pas le cas dans l'industrie. Les perspectives en matière d'investissement restent timides.

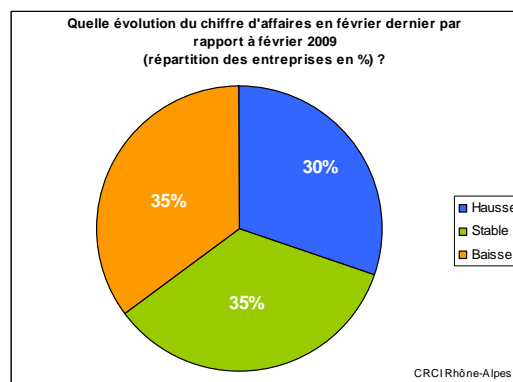
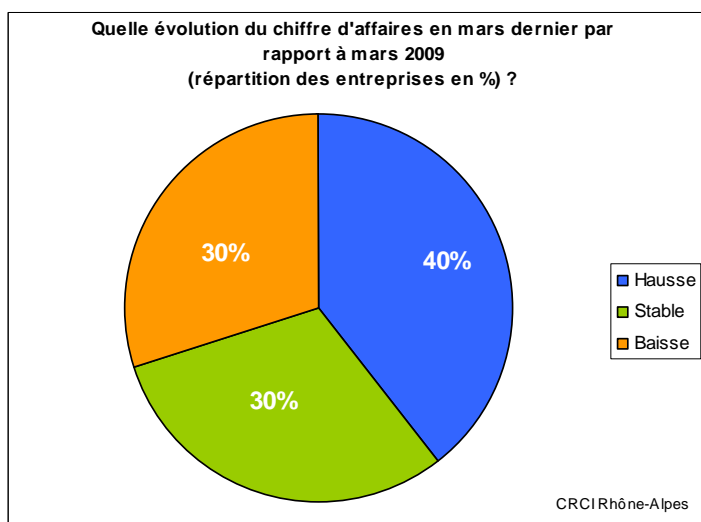
L'activité

Nouvelle amélioration du bilan mensuel

Le bilan mensuel de mars marque une nouvelle amélioration par rapport au mois précédent. **40 % des TPE-PME ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires** sur un an. Cette amélioration est assez générale en termes de secteurs.

Ce mois, les entreprises avec un chiffre d'affaires en hausse sont **plus nombreuses que celles qui ont enregistré une baisse de chiffre d'affaires** (30 %, - 5 points). Cette situation est vérifiée dans les différents secteurs à l'exception du BTP et de l'immobilier.

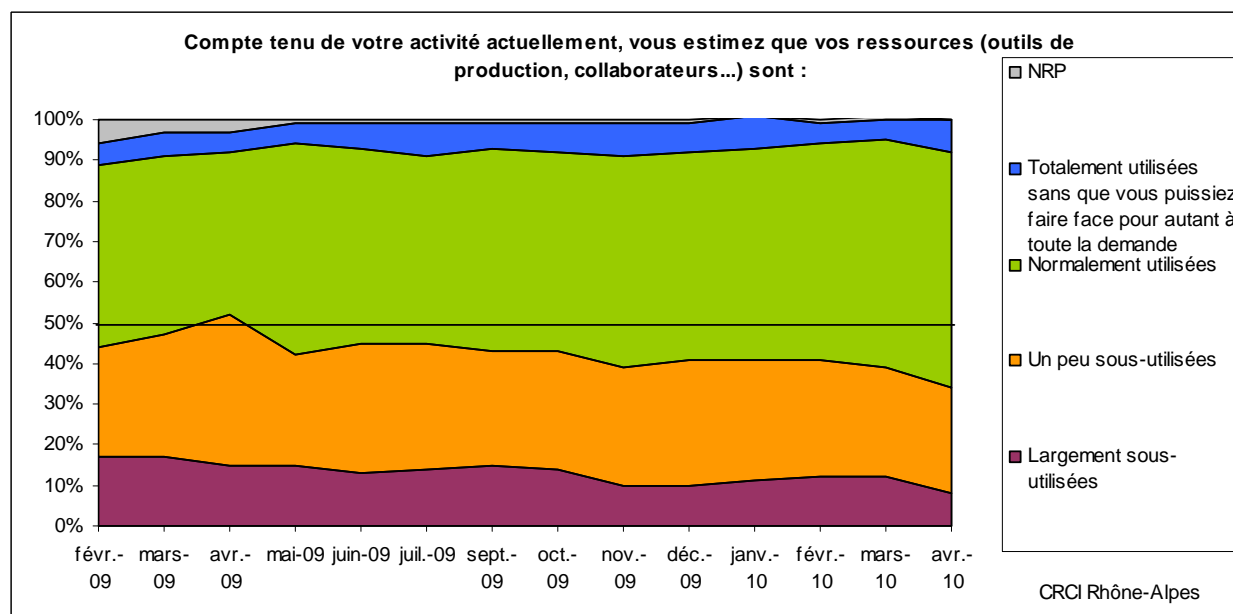
¹ 306 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).



Le **niveau d'utilisation des capacités de production poursuit également son redressement** : 66 % (+ 5) des TPE-PME disent ne pas faire face à une sous-utilisation de leurs capacités de production/prestation de services. La **part des entreprises ne pouvant pas faire face à toute la demande progresse à 8 %** (+ 3). Dans le même temps, la part des entreprises qui font état de capacités de production largement sous-utilisées recule à 8 % (- 4).

Dans l'industrie, une majorité d'entreprises (54 %, + 7 points) déclare ce mois ne pas faire face à une sous-utilisation des capacités de production.

Le niveau d'utilisation des ressources **recule par contre un peu dans le commerce de détail et l'hébergement-restauration**.



En cohérence avec une appréciation plus favorable sur le niveau d'activité, les **TPE-PME percevant des signes de reprise sont plus nombreuses que le mois précédent** : 30 % (+ 7).

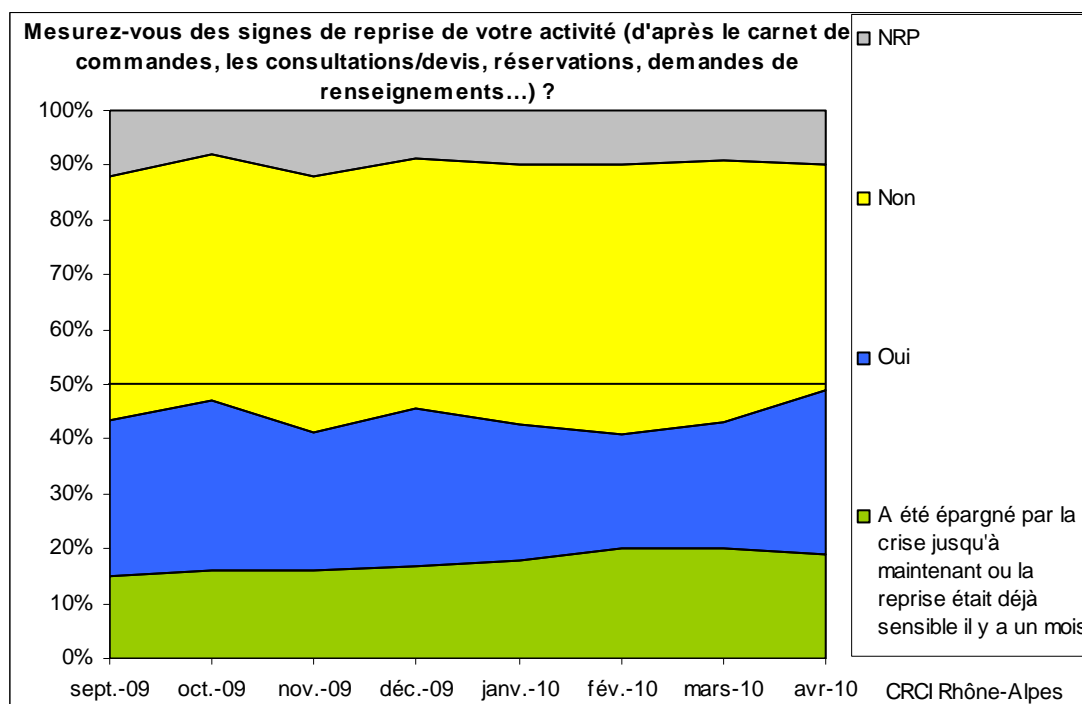
Dans l'industrie, la part atteint ce mois 33 % (+ 8) et dans le BTP 34 % (+ 17).

Dans le commerce de détail, près d'une entreprise sur quatre ne répond pas à la question (contre 10 % en moyenne) ce qui peut être interprété comme une incertitude sur la consommation des ménages, du fait d'une activité qui reste particulièrement erratique.

Concernant ces perspectives de reprise, il est important de souligner deux aspects qui sont exprimés en commentaires libres par les répondants :

- d'une part, ces **signes sont souvent ténus et fragiles**, plusieurs entreprises signalant que la concrétisation durable reste à réaliser,
- d'autre part, si l'horizon se dégage pour certaines entreprises, pour d'autres, c'est maintenant que la situation se dégrade. **Certaines signalent ainsi que 2010 sera moins favorable que 2009**. La part des entreprises épargnée par la crise ne progresse pas.

Les résultats de mars du panel confirment que l'évolution conjoncturelle n'est pas homogène.



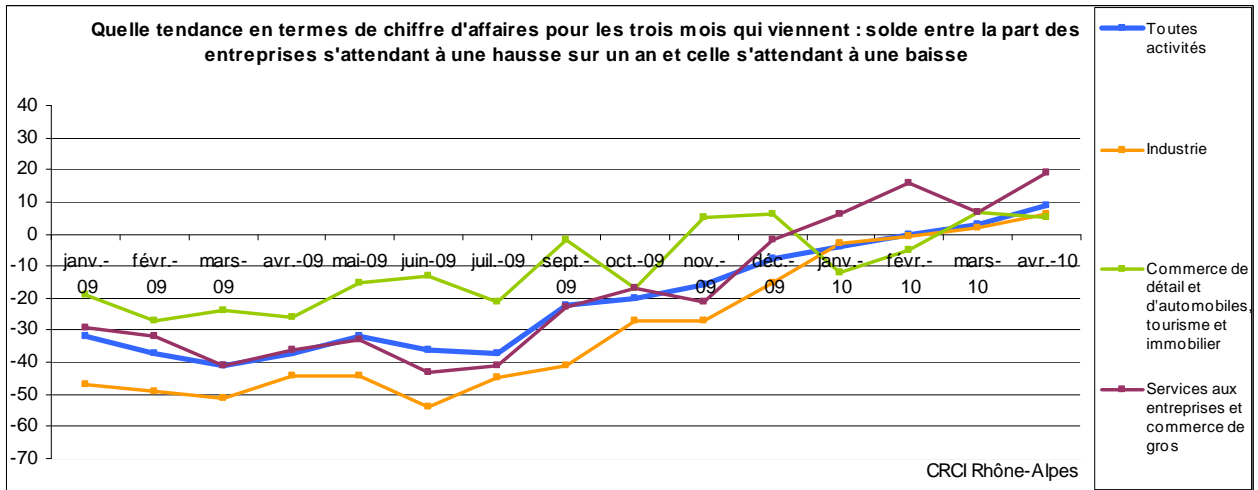
La tendance à l'amélioration des perspectives à trois mois se poursuit

Les résultats d'avril marquent une nouvelle amélioration des perspectives à 3 mois. La **tendance à la stabilité du chiffre d'affaires sur un an l'emporte toujours et progresse** : 42 % des TPE-PME (+ 4) et 53 % dans le commerce de détail et 47 % dans l'industrie.

Globalement, 28 % des entreprises s'attendent à une hausse de chiffre d'affaires (+ 2) et 19 % à une baisse (- 4). Le niveau des non réponses recule à 11 %.

Les entreprises s'attendant à une hausse de chiffre d'affaires sont plus nombreuses que celles s'attendant à une baisse dans les différents secteurs, à l'exception de l'hébergement-restauration et du BTP.

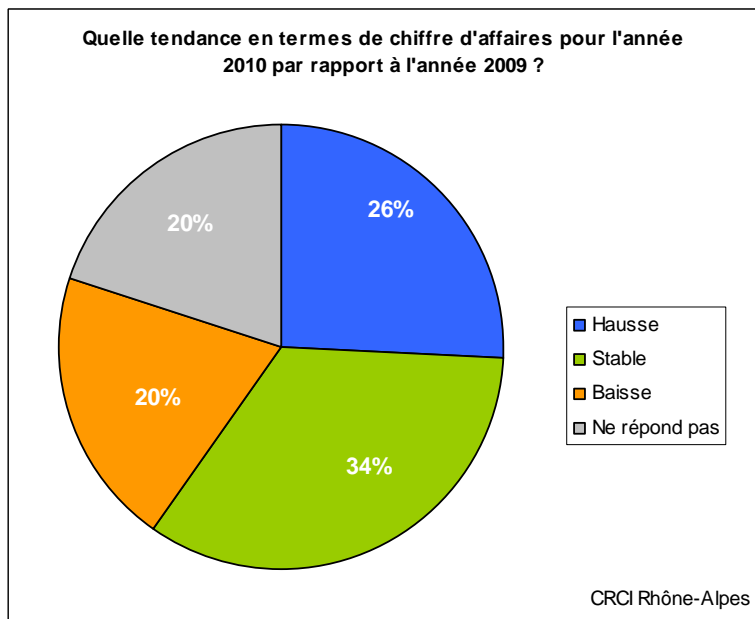
Ce solde « hausse – baisse » est en amélioration dans l'industrie et pour l'ensemble « services aux entreprises/commerce de gros ». Il se tasse par contre pour les activités les plus tournées vers les particuliers.



Légère amélioration également des perspectives pour 2010

Par rapport au mois dernier, les perspectives en termes d'évolution du chiffre d'affaires en 2010, marquent également une légère amélioration.

A la différence du mois dernier, **il y a plus d'entreprises qui s'attendent à un chiffre d'affaires en hausse que d'entreprises prévoyant une baisse**. Cette situation se vérifie pour les différents secteurs à l'exception du BTP et de l'hébergement-restauration.

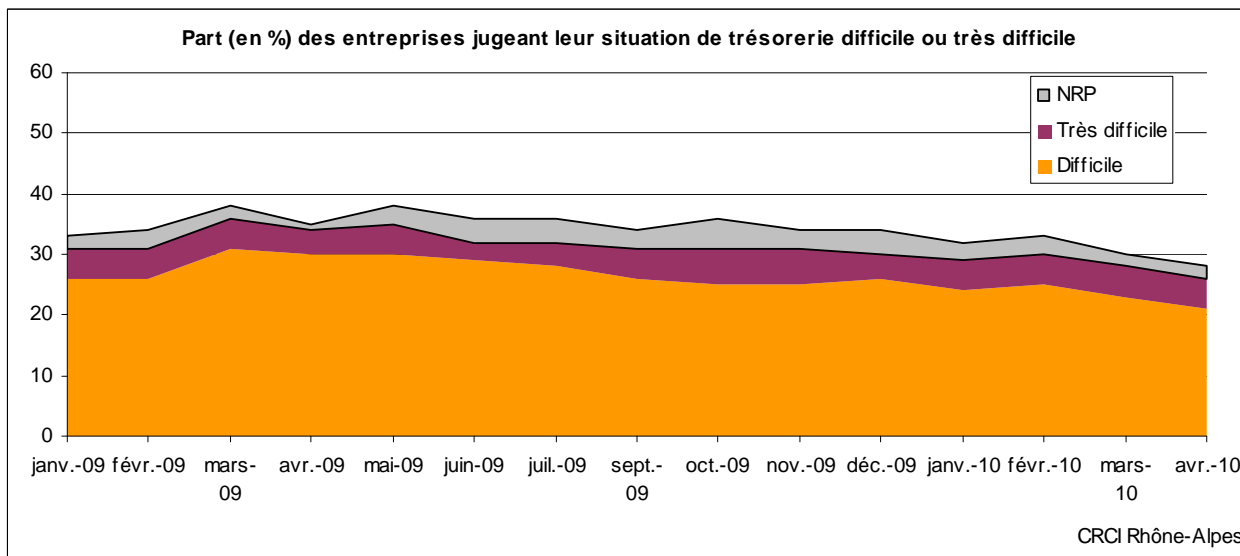


C'est dans le BTP et les services informatiques que l'on trouve le plus d'entreprises s'attendant à une baisse de chiffre d'affaires (environ 1/3 des entreprises).

Trésorerie : situation différenciée selon les secteurs

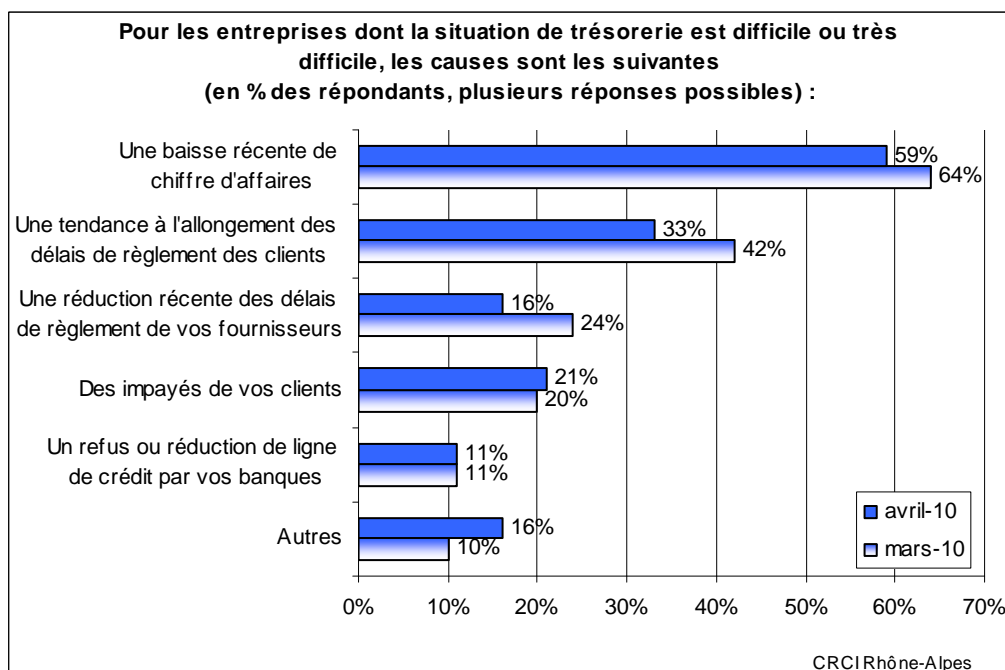
Globalement, le nombre de TPE-PME signalant connaître des difficultés de trésorerie recule de nouveau légèrement début avril (26 %, - 2 points). La part des entreprises en **situation très difficile de trésorerie ne varie cependant pas** (5 %).

Par ailleurs, les difficultés sont en progression pour certaines activités : industrie (+ 4 points à 35 %), transport et services informatiques.



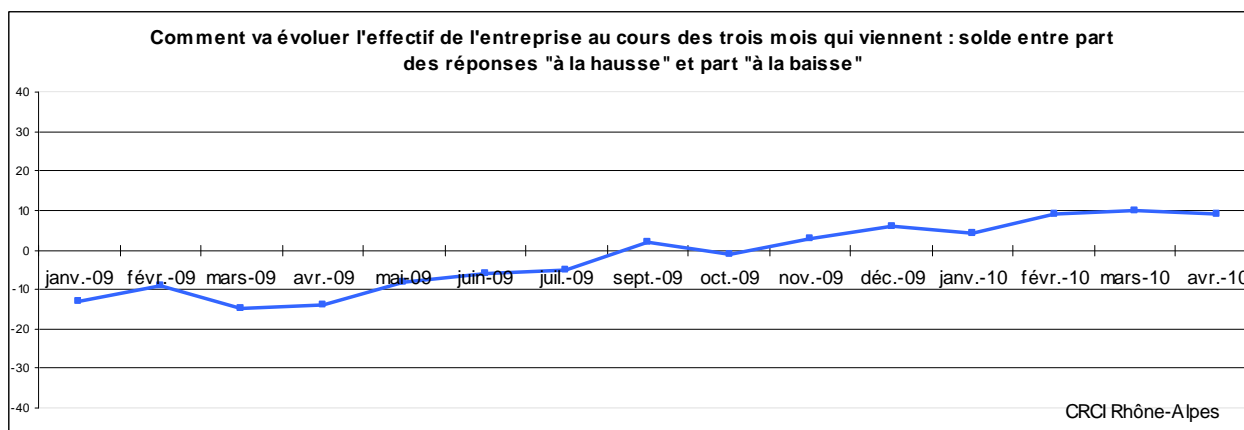
Pour toutes les causes des difficultés de trésorerie, on enregistre un recul de la fréquence de citations, à l'exception des **impayés**.

Après la baisse du chiffre d'affaires, la seconde cause des difficultés demeure l'allongement des délais de règlement des clients (en recul toutefois de neuf points).



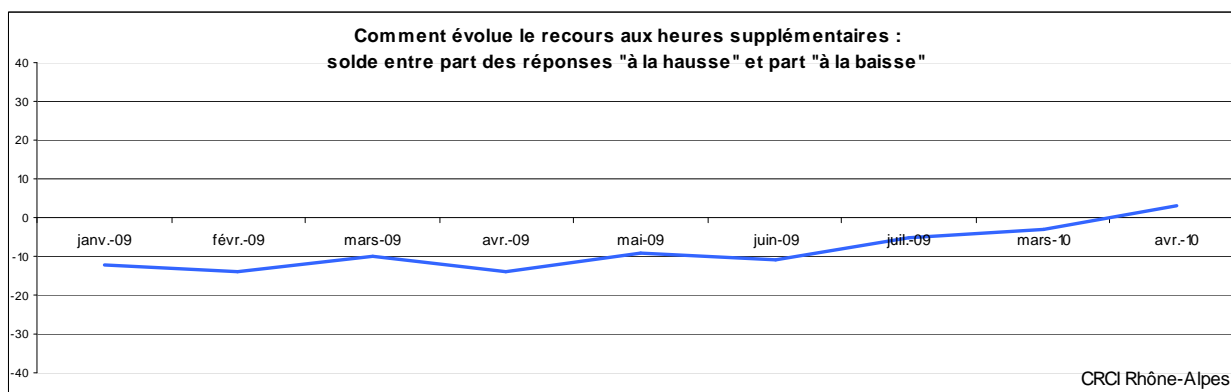
Emploi : plus d'entreprises ont recours aux heures supplémentaires

Plus encore que le mois dernier, la **tendance très largement majoritaire reste à la stabilité des effectifs dans les TPE-PME (3/4 des entreprises)**. 16 % comptent accroître leur effectif dans les trois mois (- 2) et 7 % le réduire (- 1). Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » varie peu².



Indépendamment de l'évolution de l'effectif, **21 % des TPE-PME vont embaucher dans les trois mois.**

43 % des TPE-PME disent avoir recours aux heures supplémentaires. Pour celles-ci, la tendance largement majoritaire reste à la stabilité du recours à ces heures supplémentaires. **La part des entreprises qui disent avoir plus recours aux heures supplémentaires est en hausse (9 % des TPE-PME)**. Pour la première fois depuis la mise en place du panel, le solde « hausse – baisse » est positif.

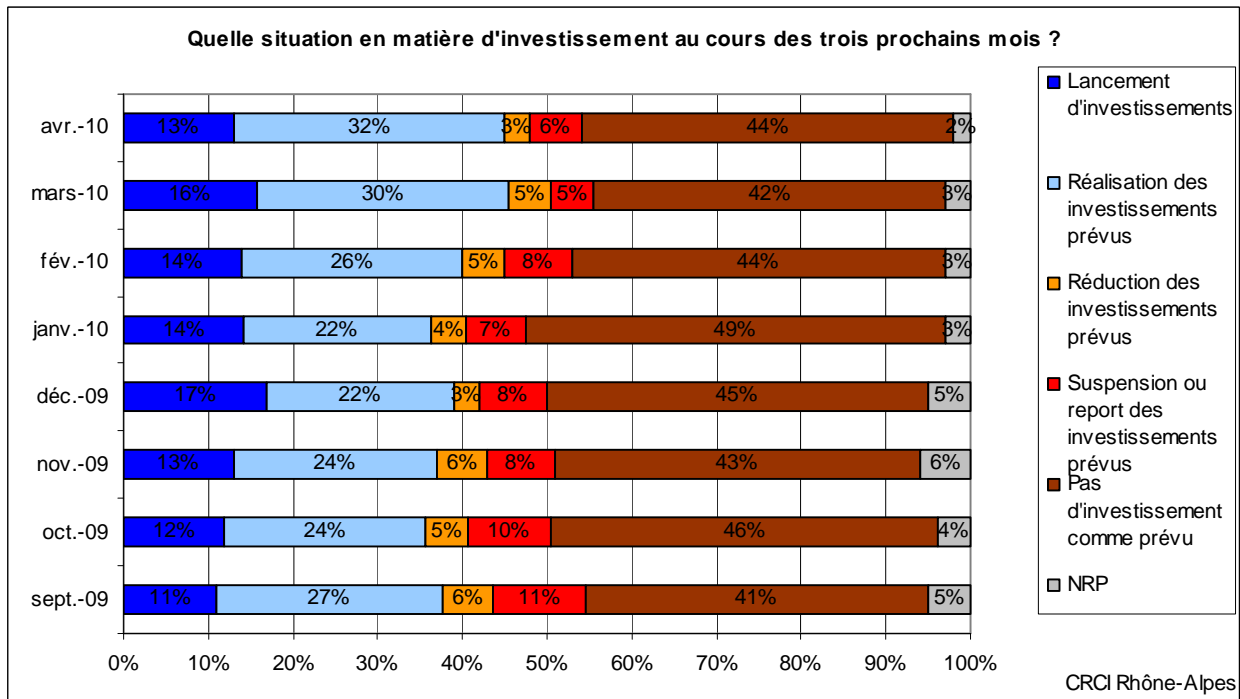


Cette évolution se vérifie notamment dans l'industrie, le transport et le BTP.

Peu d'évolution pour l'investissement

De nouveau ce mois, **les TPE-PME qui vont investir sont moins nombreuses que celles qui ne vont pas le faire (48 % contre 50 %)**. La part des entreprises qui vont réaliser les investissements prévus continue de croître pour atteindre près d'une entreprise sur trois. Par contre, il y a un peu moins d'entreprises qui vont lancer des projets.

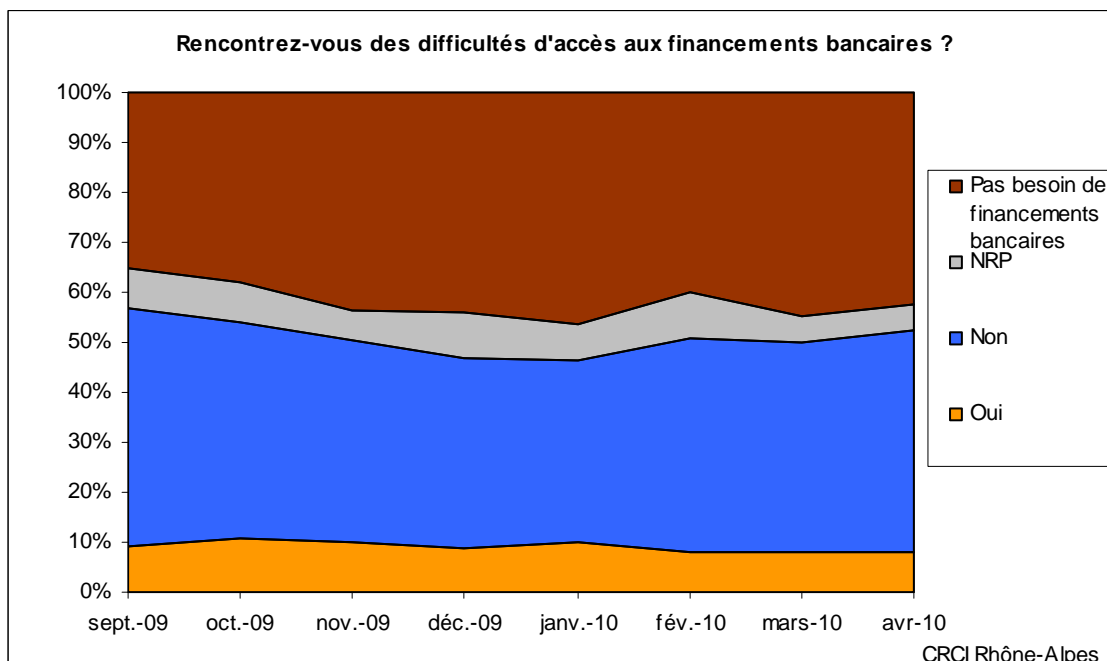
² Cela ne signifie pas nécessairement une hausse globale du nombre d'emplois dans la mesure où il s'agit d'un solde « en nombre d'entreprises » et non « en salariés ».



Stabilité globale pour les difficultés d'accès aux financements bancaires

Le niveau de difficultés d'accès aux financements bancaires reste globalement stable : 8 % de l'ensemble des entreprises rencontrent actuellement des difficultés d'accès aux financements bancaires, soit 16 % des entreprises qui ont besoin de financements.

La part des entreprises qui rencontrent des difficultés d'accès est néanmoins en hausse dans l'industrie (14 %, + 4).



Le refus de prêt reste la première traduction des difficultés d'accès aux financements bancaires. On note par ailleurs une hausse de la fréquence de citation pour la « limitation du crédit court terme » et « la suppression du crédit court terme ».

